

Minorités linguistiques et société Linguistic Minorities and Society



Minoration linguistique : causes, conséquences et thérapies,
Marie Désirée Sol Amougou, Paris, L'Harmattan, 2018, 245 p.

Yannick Nganhou

Number 12, 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1066529ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1066529ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian
Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Nganhou, Y. (2019). Review of [*Minoration linguistique : causes, conséquences et thérapies*, Marie Désirée Sol Amougou, Paris, L'Harmattan, 2018, 245 p.] *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, (12), 175–178. <https://doi.org/10.7202/1066529ar>

Tous droits réservés © Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



Compte rendu

Minoration linguistique : causes, conséquences et thérapies

Marie Désirée SOL AMOUGOU, Paris, L'Harmattan, 2018, 245 p.

Par Yannick Nganhou

Université de Moncton

Auteure de *Imaginaire des langues et dynamique du français à Yaoundé : enquête sociolinguistique* (L'Harmattan, Paris, 2013), Marie Désirée Sol Amougou, d'origine camerounaise, enseigne la linguistique et la sociolinguistique à l'Université de Yaoundé I (Cameroun). La minoration des langues endogènes camerounaises est au centre de la réflexion qu'elle mène dans son nouveau livre *Minoration linguistique : causes, conséquences et thérapies*, paru aux éditions L'Harmattan. L'auteure se demande s'il est possible de parvenir à jumeler bilinguisme et multilinguisme dans un même territoire pour accéder sans contredit à un équilibre des langues. En d'autres termes, comment faire exploser le joug de la minoration qui pèse de tout son poids sur les langues endogènes ou nationales, et comment parvenir à revaloriser ces langues dans le climat linguistique camerounais orienté par défaut vers les langues indoeuropéennes?

Originellement multiculturel, le Cameroun tire sa singularité par rapport aux autres pays africains du fait qu'il est une représentation miniaturisée de l'écheveau linguistique et culturel de l'Afrique. Retrouvées dans trois des quatre grandes familles des langues africaines (nilo-saharien, afro-asiatique, niger-kordofan), les 287 langues endogènes disséminées sur les 475 000 km² de la superficie camerounaise représentent à souhait sa complexité multiethnique, hormis les langues indoeuropéennes d'importation coloniale (le français et l'anglais) et les langues hybrides telles que le *pidgin-english* (issu du contact de l'anglais avec les langues camerounaises) et le *camfrançais* (variation de français). Dans cet enchevêtrement linguistique, une hiérarchisation est établie pour déterminer les langues qu'on dit de grande diffusion, transfrontalières ou véhiculaires (le beti-fang, le fulfulde, l'hausa,

l'arabe choa), les langues de moyenne diffusion ou véhiculaires à l'intérieur du pays (le duala, le mungaka, le basaa, le kom, le wandala, le medumba, le *pidgin-english*), les langues de petite diffusion ou vernaculaires (le bafia, le tunen, le tuki, le kaka, etc.).

Compte tenu de son caractère multiculturel très varié (p. 35-39), le Cameroun s'est engagé dans un bilinguisme institutionnel français-anglais au sortir du colonialisme, reléguant par contrecoup les langues endogènes au niveau inférieur. L'établissement de cette diglossie a fait naître l'opposition langues dominantes (français et anglais) et langues dominées (langues endogènes et hybrides), les premières jouissant d'un prestige tandis que les dernières sont sujettes à dévalorisation. La détermination des langues à utiliser a hiérarchisé ce qui est meilleur comparé à l'autre, l'identité, la culture, les savoirs et savoir-faire. Il appert que le concept de diglossie, basé sur le principe « une nation, une culture, un peuple, une langue » et adapté pour les espaces linguistiques dotés de deux langues au plus, ne saurait s'appliquer aux espaces multilingues tels que le Cameroun sans provoquer l'aliénation et le conflit. L'apologie et l'application du bilinguisme imposent un climat délétère pour les langues et les identités endogènes et doivent cesser au plus vite.

Le trilinguisme est la solution permettant d'échapper à la dichotomie domination-minoration bien que, « dans le monde, la valorisation du multilinguisme a été souvent perçue comme un obstacle à l'unité nationale, une menace à la cohésion des États-nations et au développement économique » (p. 69). Au-delà du constat que « les langues camerounaises sont minorées politiquement, délaissées, dépendantes, non-officielles et médiatiquement dominées, etc. » (sic p. 73), il n'en demeure pas moins que le gouvernement camerounais devra établir une politique linguistique qui lui soit singulière pour remplacer les lois actuelles, source d'inégalités, par des lois aptes à « prévoir et gérer » efficacement les conflits linguistiques.

En plus des conflits linguistiques, la dynamique de domination linguistique en circulation au Cameroun est à l'origine de conséquences aussi délétères les unes que les autres : l'homogénéisation des cultures, la fragilisation et/ou la mort des langues et des cultures, la domination culturelle, la crise identitaire, l'acculturation, la domination économique (p. 92-103). La promotion des langues endogènes camerounaises offre la possibilité d'atteindre un double objectif : faire barrage à toute forme d'aliénation dérivée d'une politique de domination, et propulser telle une fusée la construction et la consolidation de l'État-nation. La valorisation des langues endogènes aide à comprendre que le multiculturalisme est un atout-charme camerounais qui reflète des vertus d'ouverture, de tolérance, de flexibilité (p. 109-110), sur lesquelles la nation doit s'enraciner pour s'épanouir, enrichir ses individus et affirmer son identité dérivée de la conjugaison des différences de chacun de ses citoyens (p. 112).

Le gouvernement camerounais, tout comme l'ensemble des pays africains, doit légiférer adroitement sur la grande question linguistique pour préserver les langues nationales et définir leur statut. Dans les faits, le Camerounais peut s'exprimer en trois ou quatre langues. La sélection de la langue nationale à promouvoir, afin qu'elle accède au statut de langue officielle, se fera selon des critères démographique (prendre en compte le nombre de locuteurs), géographique (considérer les pays parlant les langues transfrontalières) et diplomatique (les accords d'échange entre les pays) (p. 161-163). En plus de légiférer, le gouvernement doit promouvoir et standardiser ladite langue pour qu'elle soit utilisée dans la société. Ce travail de standardisation consistera en l'établissement de son système d'écriture, en la suppression de sa variation et en l'élaboration des supports linguistiques tels que des dictionnaires, des livres, etc. L'enseignement, les médias, les œuvres littéraires sont quelques moyens de diffusion à exploiter pour que la langue choisie accède à une fonction au sein de la société camerounaise.

Pour que la politique linguistique réponde aux exigences du développement économique, elle devra inclure la question de la marchandisation de la langue afin de créer une économie autour d'elle (p. 202-206). Les secteurs de l'éducation (création de manuels scolaires), des médias (Internet, cinéma), de l'édition et de la traduction (travaux littéraires), de la médecine (pratiques curatives traditionnelles et produits médicamenteux), du tourisme (arts plastiques, art culinaire, musique et festivals) sont autant de filons à exploiter.

L'auteure fait une réflexion sur « la réhabilitation des langues nationales » (p. 14) camerounaises à travers une approche hypothéticodéductive. Elle part de l'hypothèse que « la langue n'est pas un simple instrument de communication. Elle est aussi un facteur de développement pour un peuple, tout comme elle a une fonction identitaire, culturelle, sociale, économique, politique, etc. » (p. 14). Pour arriver à confirmer son hypothèse, dans une première vague de quatre chapitres, l'auteure dépeint méthodiquement et avec précision le paysage linguistique camerounais : dans le chapitre 1, il est question de mettre en avant l'hétérogénéité linguistique du Cameroun par le dénombrement et la répartition géographique de ses langues ; dans le chapitre 2, l'auteure fait une réflexion sur le plurilinguisme camerounais par l'analyse de l'opérativité de la politique de diglossie français-anglais en vigueur depuis l'indépendance du Cameroun pour en dégager, dans les chapitres 3 et 4, les effets délétères sur ses langues et identités endogènes. Dans une seconde vague de deux chapitres (5 et 6), l'auteure démontre l'importance de la prise de conscience de chaque camerounais, surtout du décideur camerounais, pour que les langues camerounaises minorées prennent plus une place et une importance accrues dans la politique linguistique du pays. Dans la troisième vague, constituée des trois derniers chapitres, l'auteure affirme qu'il y a lieu de reformuler la politique linguistique au Cameroun si l'on veut voir, par un processus de marchandisation, « l'infrastructure linguistique » devenir une « infrastructure économique ». Avec pas moins de 90 références bibliographiques, Marie Désirée Sol Amougou conclut :

« L'heure est à la promotion d'une langue transrégionale, denrée de première nécessité pour le développement des communautés » (p. 228). En d'autres termes, le Cameroun doit élever une langue endogène présente dans plusieurs régions au statut de langue officielle au même titre que le français et l'anglais dans l'optique de créer des retombées économiques visibles.

Cependant, un autre chapitre aurait pu montrer, à la lumière de travaux ethnométhodologiques de conversations quotidiennes prises sur le vif, comment la polyglossie du Camerounais peut contribuer à la satisfaction des besoins économiques. Par exemple, Carine Ebokolo Bema-Nemedeu, dans *Pratiques linguistiques, statut des langues et interactions entre locuteurs sur les marchés de Douala (Cameroun)* (Université de Franche-Comté, 2010), montre que, dans les marchés de la capitale économique Douala (marché central, marché new deido A, marché new deido B, marché sandanga, marché douala bar, marché saker), les commerçants ont recours à une dizaine de langues pour interpeller, attirer et inciter le client à acheter.

Yannick Nganhou
Nganhou007@yahoo.fr